

Unité départementale du Haut-Rhin

Mulhouse, le 17/05/2022

2 Place du Général de Gaulle
BP 1354
68100 Mulhouse

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



PEUGEOT CITROEN MULHOUSE (Mécanique)

route de Chalampé
BP 1403
68390 SAUSHEIM

Références : 5657_2022_03_31_PEUGEOT CITROEN MULHOUSE (Mécanique)_SAUSHEIM_VIIC-incendieTS

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2022 dans l'établissement PEUGEOT CITROEN MULHOUSE (Mécanique) implanté route de Chalampé BP 1403 68390 SAUSHEIM. L'inspection a été annoncée le 08/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle des installations de traitement de surface du site s'est effectué dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées visant à examiner les éléments relatifs à la prévention des incendies et la gestion de leurs eaux d'extinction. La prévention des incendies est un enjeu considérable pour les entreprises et pour leur environnement. C'est notamment le cas dans les installations de traitement de surface pour lesquelles plusieurs incendies ont été recensés à l'échelle nationale dans les dernières années.

A ce titre, l'efficacité et l'effectivité des moyens de première intervention jouent un rôle primordial. En effet tout incendie non circonscrit très rapidement ne peut ensuite être éteint qu'au bout de plusieurs heures.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PEUGEOT CITROEN MULHOUSE (Mécanique)
- route de Chalampé BP 1403 68390 SAUSHEIM
- Code AIOT dans GUN : 0006705657
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED

Au sein de l'usine de production automobile, le pôle Mécanique est regroupé autour de 3 usines, les usines Mécanique B, C et D. L'unité des Mécanique fabrique les pièces de freinage et de liaisons au sol. Créée en 1962, elle a constitué la première activité du site de Mulhouse. Avec 800 références, l'usine de Mécanique regroupe trois types d'activités : l'usinage (disques, tambours, moyeux, pivots et bras de suspension), le montage (ensembles de roues avant et trains arrière) et le ferrage (berceaux, moteurs, traverses arrières, supports de pédalier et flasques). Au sein de ce pôle l'usine Mécanique D on trouve les activités :

- de grenaillage,
- de formage,
- d'usinage,
- de ferrage,
- activité d'Antigravillonnage,
- traitement de surface et peinture cataphorèse.

D'autres unités de traitement de surfaces sont présentes en Mécanique B, et sur le site de Mulhouse, mais le contrôle s'est focalisé sur l'installation de traitement de surface présente au sein du bâtiment SA91D de l'usine Mécanique D.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : Mesures de lutte contre l'incendie et confinement des eaux d'extinction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Préfectoral du 16/05/2013, article 8.6.5	/	Susceptible de suites

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Sans objet
Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – moyens et entretien	Arrêté Préfectoral du 16/05/2013, article 14.2	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – moyens et entretien	Arrêté Préfectoral du 16/05/2013, article 14.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vue de la thématique contrôlée, il apparaît que l'exploitant respecte globalement les dispositions contrôlées en matière des moyens d'intervention en cas d'incendie. Il apparaît opportun de reprendre, à terme, la prescription relative aux besoins en eau du pôle mécanique et plus précisément l'usine mécanique D qui n'apparaît plus adaptée, que ce soit aux conclusions de la dernière étude de dangers ou aux éléments de dimensionnement pouvant être issus de guides reconnus par l'inspection des installations classées.

Par ailleurs il apparaît que l'inspection des installations classées ne peut conclure sur l'absence de non-conformité pour un certain nombre de point concernant le confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie. Il appartient à l'exploitant de transmettre des éléments complémentaires permettant de démontrer le respect des dispositions associées aux faits susceptibles de suites relevés dans les fiches de constats ci-après.

Enfin des observations ont été formulées dans le cadre des constats, il appartient à l'exploitant de s'en saisir en vue d'améliorer la gestion de la lutte contre l'incendie dans ses installations.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur [...]
Constats : Compte tenu de l'absence d'éléments de dimensionnement chiffrés dans la prescription, et le renvoi aux réglementations en vigueur, il y a lieu de considérer que ces éléments de dimensionnement correspondent aux dispositions des articles R.4216-14 du code du travail et l'arrêté ministériel du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R. 235-4-8 et R. 235-4-15 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail. Le contrôle a été effectué au sein du bâtiment SA91D uniquement sur l'atelier abritant l'installation de traitement de surface (correspondant aux cantons dénommés n°13 et 14 du bâtiment). Il a pu être constaté sur site la présence de dispositifs de désenfumage. D'après les éléments transmis par l'exploitant en amont et en aval de la visite de contrôle, la surface géométrique des évacuations des fumées atteinte par ces équipements représente à minima 1% de la superficie de chacun des cantons auxquels sont attachés ces dispositifs de désenfumage (il s'agit de dispositifs de marque BOVEMA type TMS20-12). Les superficies utiles d'extraction installées sont supérieures pour ces cantons au 1/200 de la surface géométrique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : [...] Ces dispositifs doivent [...] être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
Constats : Le contrôle a été effectué au sein du bâtiment SA91D uniquement sur l'atelier abritant l'installation de traitement de surface. Il a pu être constaté la présence de commandes manuelles à proximité des accès. D'après les éléments transmis par l'exploitant postérieurement à la visite de contrôle (documentation technique des équipements) couplés à l'analyse sur site du type d'équipement mis en place, il apparaît que ces dispositifs sont bien munis d'un système d'ouverture automatisée via une détection chaleur (fusible) en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – moyens et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2013, article 14.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques identifiés dans l'étude de danger,[...] entretenus en bon état de fonctionnement et vérifiés au moins une fois par an, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none">• d'un réseau d'extinction automatique adapté aux caractéristiques des produits mis en œuvre et stockés[...],• d'extincteurs répartis [...] à l'intérieur des locaux, adaptés aux caractéristiques des produits mis en œuvre et stockés [...],• d'un réseau d'eau incendie maillé ou d'une réserve d'eau permettant d'alimenter avec un débit suffisant des poteaux d'incendie normalisés, des robinets d'incendie armés, des prises d'eau ou de tous autres matériels fixes ou mobiles situés à l'extérieur des bâtiments. L'ensemble du réseau doit pouvoir fonctionner normalement en période de gel [...] <p>Tous ces équipements sont bien repérés et facilement accessibles.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'atelier traitement de surface de l'unité Mécanique D, est muni :</p> <ul style="list-style-type: none">• d'extincteurs (principalement à eau additivée pour feux de classe A et B) et quelques extincteurs CO2 (proches des armoires électriques),• de Robinets d'Incendie Armés (RIA),• de poteaux incendie sur le pourtour du bâtiment SA91D,• et d'un dispositif d'arrosage type « sprinkler » au droit des installations de traitement de surface de l'unité. <p>Le contrôle réalisé sur site et l'examen des documents de vérification n'ont pas montrés d'écart vis à vis des éléments descriptifs présents dans l'étude de dangers du site datée de 2014. Les équipements contrôlés n'ont pas été testés, mais ne montraient pas de dommage apparents.</p> <p>Il a pu être contrôlé par échantillonnage sur certaines des fiches de données sécurité des produits susceptibles d'être présent dans l'installation, que les moyens d'extinction en place sont compatibles avec les produits présents. Il est cependant à noter que les RIA ne pourraient pas être employés en jet d'eau pour un certain nombre de produits mais en pulvérisation ou brouillard d'eau.</p> <p>Il a également pu être contrôlé par échantillonnage que les RIA, extincteurs et poteaux incendie sont testés par l'exploitant à fréquence annuelle. De la même manière le système de type "sprinkler" mis en place est testé périodiquement par l'exploitant à minima à fréquence annuelle.</p> <p>Lors du contrôle sur site par échantillonnage, il a pu être constaté la présence de signalisations visibles pour les équipements de lutte contre l'incendie, l'ensemble des équipements contrôlés étaient accessibles lors du contrôle.</p> <p>Le contrôle des dispositions relatives à la disponibilité des débits est traité dans le point de contrôle suivant.</p> <p>Le contrôle des dispositions relatives à la protection contre le gel n'a porté que sur le réseau incendie enterré. L'exploitant a pu transmettre postérieurement au contrôle sur site un ensemble de documents montrant que les poteaux présents à proximité du bâtiment SA91D sont à purge automatique, et le réseau incendie est situé à plus de 100mm de profondeur. Ces éléments sont cohérent avec les éléments de protection contre le gel de la norme NF EN 14339/CN (Décembre 2018) relative aux bouches d'incendie sous pression enterrées. Ces éléments de dimensionnements notamment en matière de profondeur sont par ailleurs cohérents avec les dispositions du DTU 13.1 traitant de la mise hors gel de fondations et mentionnant pour le Haut-Rhin avec une altitude de 250m une profondeur de mise hors gel des fondations de 0,925m.</p> <p>Les constats réalisés sur site et l'examen des documents étudiés amènent l'inspection à formuler</p>

l'observation suivante :

Observation n°1 : Il appartient à l'exploitant de s'assurer que les formations des équipiers d'intervention liées à l'extinction des départs de feux intègrent bien l'incompatibilité d'usage d'eau en « jet bâton » avec la présence de certains produits dans son installation.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – moyens et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2013, article 14.2

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte

Prescription contrôlée :

Pour la Mécanique D, le débit d'eau incendie disponible devra être de 720 m³/h (en plus des débits nécessaires à l'alimentation des RIA et du réseau de sprinkler) pendant 2 heures consécutives. Ce débit devra être disponible sur les poteaux d'incendie placés autour du bâtiment[...].

Constats :

Concernant le pôle Mécanique D, 6 poteaux incendie localisés sur le pourtour du bâtiment, ont été testés en 2021 par l'exploitant. Lors de ces tests réalisés par l'exploitant, les poteaux incendie sont testés tour à tour, avec un débit par poteau de 230m³/h, soit un total théorique cumulé de 1380m³/h. Ce débit ne pourrait être considéré comme le débit total des 6 poteaux incendie, ainsi postérieurement à l'inspection, l'exploitant a fait réaliser un test en simultané sur les 6 poteaux incendie opérationnels situés autour du bâtiment SA91D. Ce test (sans indiquer de pression) mentionne un débit total cumulé pour les poteaux de 719m³/h. Le débit atteint est ainsi juste en deçà du débit prescrit. La disponibilité de ce débit pendant 2 heures consécutives est assurée par la double alimentation en eau incendie du réseau. Ainsi une première source provient directement du château d'eau du site d'un volume de 900m³. Ce volume peut être dans un second temps réalimenté par 4 puits équipés de pompe de 250m³/h. La vérification des équipements n'a pas été réalisée, uniquement la vérification des notes de dimensionnement de ces dispositifs.

Le débit prescrit de 720m³/h apparaît disproportionné compte tenu des moyens d'extinction associés à mettre en œuvre et des risques de l'installation. En vu d'établir ce débit, il faudrait mettre en œuvre selon les éléments fournis par l'exploitant, environ 24 lances à débit variable de 30m³/h chacune, associées à approximativement 8 Fourgons Pompe Tonne (FPT) pour les alimenter.

Les éléments décrits dans l'étude de dangers du site transmise en 2014 (postérieurement à l'arrêté préfectoral du 16/05/2013 encadrant les activités du pôle Mécanique), font état d'un besoin en eau de 435m³ sur 120minutes tout scénario d'accident confondu sur le site. Avec des débits ponctuels de 60 m³/h entre T=0 et T=30 (2 lances incendie de 500 l/min) et de 270 m³/h entre T=30 et T=120 (9 lances incendie de 500 l/min).

Bien que validée selon l'exploitant, par le Service d'incendie et de secours, au travers notamment d'un plan ETARE, la stratégie de lutte contre l'incendie décrite par l'exploitant dans son EDD de 2014 n'est étayée par aucun document de dimensionnement reconnu (tel qu'une norme APSAD ou NFPA). En considérant les éléments du guide D9 CNPP (référentiel APSAD), les besoins en eaux extinction incendie (et selon les éléments à la disposition de l'inspection) pour la partie travail mécanique des métaux du pôle seraient de l'ordre de 330m³/h, et de l'ordre de 90m³/h pour l'atelier traitement de surface. Pour la partie traitement de surface les besoins en eaux définis par l'exploitant dans son étude de danger de 2014 sont donc cohérent et majorant vis-à-vis d'une application des principes du guide D9 du CNPP. En revanche ils apparaissent légèrement sous-dimensionnés vis-à-vis d'éventuels besoins en eau pour la partie travail mécanique du pôle. Il est par ailleurs à noter que le guide D9 préconise que la quantité d'eau nécessaire sur le réseau sous pression doit être distribuée par des points d'eau incendie situés à moins de 100 m des accès principaux des bâtiments et distants entre eux de 150 m maximum. Certains des poteaux situés autour du bâtiment SA91D ne se situent pas à moins de 100m des accès de l'une ou l'autre des

parties considérées ci-avant (partie travail mécanique ou partie traitement de surface).
Au vu des éléments qui précèdent, il apparaît que la prescription telle qu'elle est rédigée dans l'article 14.2 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2013, n'est plus adaptée, elle doit être remise en cohérence avec l'analyse des risques de l'installation, qui doit par ailleurs s'appuyer sur des référentiels reconnus en vue de déterminer les besoins en eaux extinction incendie à mettre en œuvre sur ses installations.
Par ailleurs les constats réalisés sur site et l'examen des documents étudiés amènent l'inspection à formuler l'observation suivante :
Observation n°2 : Il appartient à l'exploitant sans attendre la reprise des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2013, d'étayer les éléments relatifs aux besoins en eaux d'extinction incendie de son site, eu égard à des référentiels reconnus par l'inspection des installations classées, repris dans des guides nationaux et pouvant être mentionnés dans certains textes ministériels encadrant des installations classées de la même nature que celles présentes dans les installations.
Observation n°3 : bien que selon les éléments de dimensionnement technique transmis par l'exploitant, il semblerait qu'en cas de fonctionnement simultané des poteaux incendie la pression de service atteinte serait suffisante au vu des surpresseurs mis en place sur les FPT, il apparaît pertinent que l'exploitant vérifie par un test en réel simultané avec mesure des pressions résiduelles à chacune des lances mis en œuvre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – organes de commande

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2013, article 8.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs correspondants sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> <p>L'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie sont confinées afin de prévenir toute pollution des sols, du réseau d'égouts de la station d'épuration de Sausheim, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>La capacité de confinement est conforme aux données de l'étude de danger.</p> <p>Ce confinement est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service du confinement du site doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. Ils sont accessibles, visibles, leur sens de fonctionnement est clairement indiqué.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle sur site, l'inspection s'est attachée à obtenir les éléments relatifs au respect de la prescription contrôlée concernant les eaux souillées susceptibles d'être collectées dans le réseau eau industrielle de l'unité de traitement de surface en cas notamment de l'extinction d'un incendie.</p> <p>Ces eaux sont susceptibles d'être collectées via un système de caniveaux aériens associés à des puisards dans l'unité de traitement de surface. La procédure « Gestion des alertes GTC peinture cataphorèse PPMU D » de l'exploitant, décrit le mode de fonctionnement de la collecte des effluents susceptibles de transiter dans ces caniveaux, et la conduite à tenir en cas de déversement accidentel ou autres faits accidentels importants.</p> <p>Sur le bâtiment SA91D et plus précisément l'atelier de traitement de surface, en cas d'extinction d'un incendie, l'exploitant isolerait , par actionnement de vannes, la cuve B04 de 105m³ (reliée à la station de traitement physico-chimique interne au site). Cette cuve collecte les effluents issus des puisards n°2 et 3 de l'installation. La cuve B02 (80m³) collecte les effluents du puisard n°1 et la B07</p>

(20m³) collecte les effluents du puisard n°4. Ces deux cuves ne sont pas reliées à la station de traitement interne et leur contenu est évacué par camion.

Pour cette partie de la gestion des eaux à confiner les éléments constatés sur site n'ont pas permis de mettre en avant de non-conformité vis-à-vis de l'accessibilité, la visibilité et la signalisation des organes de confinement.

Postérieurement à l'inspection sur site, il est apparu que concernant le confinement des eaux susceptibles d'être souillées en cas d'extinction d'un incendie, il devait également être pris en considération le réseau d'eau pluviale du bâtiment SA91D.

Aucun contrôle de ce réseau n'a été réalisé sur site, mais selon les premiers éléments fournis par l'exploitant il peut être noté que :

- les eaux susceptibles de transiter au travers du réseau d'eaux pluviales sont confinées en amont des bassins et tranchées d'infiltration accueillant les eaux pluviales du site,
- le volume disponible sur ce réseau eaux pluviales serait de 1574m³ pour un volume prévu dans l'étude de dangers du site de 1440m³. A l'instar des constats effectués sur les besoins en eau, en appliquant pour le bâtiment SA91D et l'atelier traitement de surface les règles définies par le document technique D9A (du CNPP), les volumes d'eau à confiner seraient respectivement de l'ordre de 1300m³ et 800m³. Les volumes d'eau à confiner définis dans la dernière étude de dangers du site (bien que ne prenant à priori pas en considération les effets induits par les eaux pluviales) sont cohérents avec des documents techniques reconnus par l'inspection des installations classées.

Malgré les demandes successives de l'inspection faites postérieurement au contrôle sur site, les éléments suivants n'ont pas pu être obtenu de la part de l'exploitant :

- la localisation (avec représentation visuelle) des dispositifs de confinement,
- les consignes de mises en œuvre associées à ces dispositifs de confinement (sur le réseau eaux pluviales), et les consignes de maintenance préventives (sur les deux réseaux eaux pluviales et industrielles),
- les éléments permettant de justifier de la disponibilité des volumes annoncés sur les cuves de stockages B02, B04 et B07, et l'adéquation des volumes disponibles pour ce réseau avec les volumes à confiner.

Ces éléments constituent des faits susceptibles de suite en fonction des conclusions qu'ils portent, il appartient à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées les éléments demandés post inspection.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet